

unité départementale du Morbihan
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MIX BUFFET

Parc d'Activités du Val Coric
BP 101
56380 GUER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement MIX BUFFET implanté Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 GUER. L'inspection a été annoncée le 14/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette action s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MIX BUFFET
- Parc d'Activités du Val Coric BP 101 56380 GUER
- Code AIOT dans GUN : 0005503567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Site spécialisé dans la préparation de salades composés et snacking frais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Système de traitement des eaux résiduaires (Action Nationale Eau)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

- Le dispositif de traitement des eaux épurées en vue d'une réutilisation dans les TAR et sanitaires (REUSE) est à l'arrêt depuis plusieurs mois. Le site a changé de prestataire. Une étude est en cours (identification des défauts d'installation et de fonctionnement ainsi que des actions nécessaires) pour procéder à un redémarrage.
- Le site a contractualisé avec un prestataire (SUEZ) il y a quelques semaines pour externaliser la gestion de la STEP (gérée en interne jusqu'à présent).
- Un incident est survenu la veille de la visite sur un clarificateur de la STEP, entraînant une remontée de boues en suspension dans les eaux et l'impossibilité de rejeter dans le milieu (stockage dans la lagune terminale)
- un dossier, porté par la collectivité, est en cours d'instruction pour porter la capacité du bassin d'orage par lequel transite les eaux pluviales du site de 2700 à 4500 m³. L'exploitant indique par ailleurs un souhait de projet de construction d'un bassin de confinement étanche pour recueillir les eaux d'extinction du site dans la même zone. Un porter à connaissance du projet sera adressé prochainement en ce sens.
- La capacité réelle de la lagune de stockage des eaux (35.000 m³) devra faire l'objet d'un porter à connaissance afin de modifier la disposition réglementaire l'indiquant à 50000 m³.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Respect VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Sans objet
Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 7.4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
Contrôle du débit milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 9.2.2.1	/	Sans objet
Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système de gestion des eaux résiduaires arrive au maximum de sa capacité de traitement au regard de l'agrandissement important du site ces dernières années. Les caractéristiques des rejets sont donc proches régulièrement de leur VLE en terme de concentration/flux de polluants et

volumes rejetés, ce qui implique une grande vigilance de la part de l'exploitant du fait du peu de marge disponible.

Néanmoins, l'exploitant a pris conscience de cet enjeu et de la nécessité d'améliorer et augmenter ses capacités de traitement. Des réflexions sont en cours à ce sujet.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté un plan général des réseaux à jour (alimentation AEP, rejets EP et Eaux usées...) et un plan des ouvrages d'épurations. Il manque cependant le plan du réseau d'alimentation des TARS et sanitaires en Eaux épurées (REUSE). Ce plan du réseau REUSE devra être réalisé (ou réseau ajouté au plan général) et transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les eaux usées traitées n'étaient pas rejetées au milieu naturel le jour de la visite (dirigées vers la lagune de stockage) en raison d'un incident récent sur un des 2 clarificateurs (remontées de boues en suspension). Par ailleurs, de nombreux débris végétaux issus d'un fauchage des talus par l'exploitant ont été observés dans le ruisseau récepteur du Val Coric. L'exploitant doit veiller à ne pas encombrer le ruisseau lors de ces opérations de débroussaillage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence de prélèvements et de mesure du débit le jour de la visite en raison de l'absence de rejet au milieu récepteur
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Débitmètre installé sur canal Venturi Prélèvements sur 24h asservis au débit et réfrigéré (+4°C) selon l'exploitant Dispositifs hors fonctionnement le jour de la visite (pas de rejet au milieu naturel)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle du débit milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Le débit de l'Aff en amont immédiat de sa confluence avec le ruisseau du Val Coric doit être évalué au moins tous les 15 jours, selon des modalités explicitées dans le document décrivant le programme de surveillance décrit en 9.1.1. Dès lors que le débit est inférieur à 53 L/s, l'évaluation est quotidienne afin de permettre à la société Mix Buffet de moduler le débit de rejet de ses effluents conformément à l'article 4.3.9.1. Les débits sont consignés dans un registre.
Constats : Registre informatisé des relevés du débit de l'Aff. Relevé à fréquence hebdomadaire Selon l'exploitant, le débit de l'Aff n'est jamais descendu en-deça du seuil de 53 L/s.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant a remis en 2019 et 2021 des rapports concluant à la non-surveillance des substances dangereuses. L'inspection a fait remarquer à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- qu'une analyse sur le zinc (au cours de la surveillance initiale RSDE fin 2011) mentionne un flux rejeté de 12 g/j supérieur au seuil de 10g/j imposant une VLE de 0.8 mg/L pour les activités agroalimentaires d'origine animale (cf rapport 18/09/2019 p7).- qu'une analyse de l'AMPA (2/09/20) montre un flux rejeté de presque 3 g/j, supérieur au seuil de 1g/j imposant une VLE de 450 µg/L. <p>En l'absence d'explication plausible permettant de démontrer qu'il s'agit de résultats exceptionnels, un suivi de ces substances (avec une fréquence d'analyse à déterminer) pour vérifier le respect des VLE doit être proposé.</p> <p>La surveillance pérenne conduite de 2016 à 2018 sur les nonylphénols, octylphénols et acide chloroacétique montre des résultats tous inférieurs à la limite de quantification.</p> <p>L'exploitant doit donc clairement se positionner sur un plan de surveillance définitif au regard de la nouvelle réglementation relative aux substances dangereuses et de ses rejets actuels (qui ont certainement évolué depuis la surveillance initiale RSDE opérée il y a 10 ans au vu de l'agrandissement du site), a minima sur les substances spécifiques du secteur d'activité (végétale et animale). Il transmettra ses positions et son éventuel plan de surveillance à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Plusieurs dysfonctionnements du système de traitement des eaux usées au cours du 2 ^e semestre 2021 et 1 ^{er} trimestre 2022 ont conduit à des dépassements de VLE (en concentrations et flux) dans les rejets. L'exploitant fait part de certaines mesures correctives apportées suite à ces incidents et de sa volonté de revoir entièrement la gestion du système de traitement des eaux, arrivé au maximum de sa capacité au regard du développement important du site ces dernières années. Des audits internes ont été menés en décembre à ce sujet, des réflexions et actions sur des mesures d'amélioration sont en cours (devis en cours pour de nouveaux postes de relevage, réflexion sur la compartimentation possible du bassin de stockage de 35000 m ³ , sur un futur traitement des eaux (parfois chargées) stockées dans ce bassin, sur l'augmentation de la capacité hydraulique de traitement et de rejet...). Par ailleurs, le rapport de surveillance du cours d'eau de l'Aff indique une situation en 2021 qui s'améliore par rapport à celle de 2020 mais pointe une dégradation de la qualité du cours d'eau entre l'amont et l'aval du rejet sur les paramètres biologiques. L'exploitant doit veiller à anticiper au maximum les événements susceptibles de conduire à des incidents de traitement des eaux, à surveiller et entretenir très régulièrement le système de traitement afin de ne pas conduire, à nouveau, à des dépassements de VLE pouvant entraîner une dégradation de la qualité du milieu récepteur. Il fera part régulièrement à l'inspection de l'avancement de ses réflexions et actions sur le sujet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Dépassements et mesures correctives justifiées dans GIDAF
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : N'ont pas été transmis via GIDAF et sont donc à saisir, les résultats des indices biologiques (IBD/IBGN) sur l'année 2021 et paramètres azotés pour janvier 2022 concernant le suivi du cours d'eau de l'Aff.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'exploitant réalise lui-même l'autosurveillance sur les paramètres constitutifs de ses rejets d'eaux résiduaires. Par ailleurs, il fait appel régulièrement à un laboratoire agréé (CARSO-CAE Rennes) pour comparer les résultats de ses mesures internes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le site dispose d'un agrément SRR délivré par l'agence de l'eau pour le suivi de ses eaux rejetées (dernier en date : 2020) Il renouvellera le contrôle de son dispositif d'autosurveillance très prochainement (devis en cours). Ce contrôle de recalage aura désormais lieu chaque année, sur demande de l'agence de l'eau, d'après l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2016, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...)
Constats : Il a été constaté un contenant de polymères sans rétention dans le local du flottateur de la STEP. L'exploitant doit mettre en place un système de rétention pour chacun des stockages de liquides susceptibles d'entraîner une pollution en cas de déversement accidentel. Il transmettra à l'inspection les éléments justificatifs démontrant qu'il a mis en place les mesures pour corriger cette anomalie et éviter qu'elle se reproduise à l'avenir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

